

AFRIQUE AUSTRALE

L'ANGOLA EN PROIE AU PETROLE

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

*Caetano comptait sur le pétrole angolais
pour financer les guerres coloniales du Portugal mais
son armée a craqué avant que ce rêve ne puisse devenir réalité.
Le pétrole n'en reste pas moins...*

En 1952, la Companhia de Combustíveis de Lobito (Carborang) obtient du gouvernement portugais l'exclusivité de la prospection et de l'exploitation pétrolières dans la région de l'embouchure des fleuves Congo et Cuanza. Mais la Carborang est techniquement et financièrement incapable de mener à bien une telle entreprise. Elle s'assure donc le concours de la société belge Petrofina, dans laquelle Royal Dutch Shell possède d'importants intérêts. Petrofina, qui agit comme opératrice, va découvrir le premier puits de pétrole angolais (Benfica II) en avril 1955. Il se trouve à quelque cinquante kilomètres de Luanda, la capitale du pays.

Cette découverte sera suivie en 1956 de celle d'un petit gisement de faible débit mais, en janvier 1957, c'est le grand coup avec la découverte du gisement de Cacucaco. Cette fois, plus de doute possible : l'Angola va entrer dans le groupe des pays exportateurs de pétrole. Mais pour arriver à ce stade, il faut des capitaux et des techniciens. Toujours le même problème pour ce Portugal qui a sacrifié son développement à ses rêves d'Empire.

Carborang est donc autorisé à créer une nouvelle société, la Companhia de Petroleos de Angola, qui deviendra la Petrangol. Petrofina, cette fois, avec 45 % des actions, est solidement installée dans la place avec, comme associé, un groupe de banques britanniques, belges et portugaises.

En 1963, Petrofina a déjà investi plus de 44 millions de dollars en

Angola mais a effectué en 1961 la plus importante découverte réalisée à ce jour dans le pays, celle du gisement Tobias, de sorte que les revenus pétroliers du gouvernement colonial atteignent déjà, cette année là, quarante millions de dollars. Et pourtant, on est encore loin du grand pactole : quatre ans plus tard, en 1967, la production n'excède pas 600 000 tonnes. Et les prospecteurs ont acquis la conviction que pour lui faire atteindre les millions de tonnes escomptés, il faut passer à la recherche sous-marine. Or, celle-ci coûte dix fois plus cher que les forages sur terre ferme. Encore une fois, le problème des capitaux et des techniques se pose.

Une caractéristique de ses ambitions

Cependant, en 1966, avec l'appui du gouvernement, s'est constituée, au Portugal, la Sociedade de Lubrificantes e Combustíveis formée par le groupe pétrochimique Sacor, concessionnaire du raffinage au Portugal, de la S.O.N.A.P., société de distribution de produits pétroliers dans « l'espace commun portugais » (Portugal-Mozambique) et du groupe bancaire Barges le Irrmao. Il s'agit cette fois, on le voit, d'une entreprise exclusivement portugaise. Le but de l'opération est d'introduire des capitaux portugais dans la recherche et l'exploitation du pétrole en Angola. Cette société, grâce à une garantie du gouvernement, va obtenir un crédit de six

millions de livres sterling d'une banque luxembourgeoise. Entre-temps, elle a changé de nom. Elle est devenue la Sociedade portuguesa de Exploração de petroleas dite « Angol », ce qui est caractéristique de ses ambitions. Angol va d'ailleurs recevoir rapidement deux permis minier en Angola, l'un près de Cabinda, l'autre dans le Cuenza occidental et va s'associer à Petrangol par un accord de type « joint-venture » pour effectuer les recherches dans ces deux zones.

Peu de temps après Angol s'assure trois nouvelles concessions et obtient des résultats encourageants. Cette société va même entreprendre la construction d'une raffinerie dans la zone Lobito-Benguela, décision qui ne sera guère appréciée par Petrofina qui disposait jusque-là, avec sa raffinerie de Luanda, d'un monopole de fait dans ce domaine.

Mais, seule, Angol ne peut guère aller très loin. Pour progresser, il faut lui trouver d'autres partenaires. C'est ainsi qu'en mars 1968, elle cède 50 % de ses droits sur deux concessions *off shore* à la Compagnie française des Pétroles (C.F.P.) qui s'engage à investir 8 millions de dollars en cinq ans. Dès lors, la technique et les moyens financiers du major français vont jouer un rôle de premier plan dans la recherche et l'exploitation pétrolières en Angola.

Depuis le début de 1973, en particulier, la C.F.P. a mis au service d'Angol un bateau sonde ultra-moderne, le « Pélican », dont il n'existe que deux exemplaires au monde. Ce navire est opérationnel jusqu'à des

profondeurs sous-marines de 350 mètres.

Entre-temps, en 1969, la production de la Petrangol et de l'Association Petrangol-Angol avait atteint 770 000 tonnes, soit une hausse de 70 % par rapport à 1967 (600 000 tonnes) : c'est appréciable mais, encore une fois, cela reste une production marginale.

Les Américains en Angola

Pour accélérer le processus, on multiplie les ouvertures, en particulier en direction de l'Afrique du Sud où il ne manque pas de sauter sur l'occasion. Le banquier W.B. Coetzer, qui s'intéresse de près à l'opération, déclare : « Si on sait que nous pouvons obtenir du pétrole auprès des Portugais, cela contribuera beaucoup à persuader les pays qui boycottent l'Afrique du Sud de ne pas le faire. »

Les Américains, de leur côté, ne restent pas inactifs. Avec la Gulf Oil, ils sont déjà bien implantés à Cabinda. En 1968, ils vont faire une entrée en force en Angola. C'est l'abord Texaco, déjà présent dans le pays à travers l'exploitation d'un gisement de soufre. Angol-Petrangol va lui céder deux concessions, l'une en association (50 % sur les 7 800 km² qu'il détient dans la zone du Congo), la seconde libre : 5 500 km² *off shore* à l'embouchure du fleuve. Texaco s'associera ensuite avec la C.F.P. pour mener les recherches et, en 1971, investir 15,5 millions de dollars.

Depuis le début de 1974, une vingtaine de sociétés ont obtenu des permis de recherches en Angola. Parmi celles-ci se trouvent pratiquement tous les majors qui n'ont pas pour habitude de se déplacer aussi massivement s'ils n'ont pas la quasi-certitude de voir leurs efforts largement récompensés. En 1973, la production angolaise de pétrole atteignait déjà dix millions de tonnes. On est loin, on le voit, des 720 000 tonnes enregistrées quatre ans plus tôt. De l'avis général, l'Angola, d'ici à quelques années, sera devenu un pays pétrolier beaucoup plus important que le Nigeria, qui produit cent millions de tonnes. Pour le trésor portugais, ces perspectives, et déjà les réalités actuelles, modifient considérablement la situation. Dès le présent, les droits, taxes et *royalties*

encaissés sur le pétrole ont permis de rétablir la balance des paiements, toujours déficitaire, de l'administration coloniale du pays et de subvenir au financement de la guerre. On dira, certes, qu'il existe des investissements plus rentables mais à Lisbonne, même après la chute de Caetano, il semble bien que le but recherché est de mettre fin à la guerre pour pouvoir ensuite réaliser ces investissements au bénéfice du Portugal, ce qui exclut toute perspective à court terme d'indépendance immédiate, et donc de paix.

En 1972, la seule Gulf Oil a versé au trésor portugais 50 millions de dollars. En 1974, et compte tenu des hausses de prix, le pétrole angolais rapportera à ce même trésor 700 millions de dollars.

Dans ces perspectives, que va-t-il se passer ? Le général Spínola n'est-il pas homme à essayer de maintenir coûte que coûte la domination portugaise sur un pays que recèle de telles richesses ? Et le fait qu'il ait accepté de jouer au Portugal même le jeu de la démocratie (mais jusqu'où et jusqu'à quand ?) est-il une garantie suffisante de ses convictions anti-impérialistes ? On dira, certes, que la présence du pétrole n'a pas empêché l'Algérie d'accéder à l'indépendance, mais à l'époque, voici déjà douze ans, les puissances occidentales croyaient encore à la toute-puissance du néo-colonialisme et donc, dans cette affaire, à la pérennité des accords d'Evian.

Le combat

n'est pas terminé

Personne ne pensait sérieusement qu'il serait possible à un pays producteur considéré comme sous-développé de se mettre en moins de dix ans en situation de contrôler effectivement l'ensemble de la recherche, de la production et de la commercialisation des hydrocarbures. On était donc tranquille : le poids des structures techniques et économiques allait se substituer au poids de la domination directe.

Aujourd'hui, on est beaucoup moins sûr, et pour cause, de la validité de ce raisonnement. Pour arracher enfin une indépendance qui bute, entre autres, sur le pétrole, les Angolais vont avoir à faire preuve d'une détermination farouche. Le combat n'est malheureusement pas terminé.

A. de B.